

À LA UNE

Le commerce ne peut pas être l'oublié du début du quinquennat



© Sipa

Alors qu'une nouvelle politique doit être définie pour cinq ans, à la veille des élections législatives, **il est important de rappeler pourquoi le secteur du commerce ne peut plus demeurer l'oublié des politiques gouvernementales.**

Sans répéter ce qui a largement été dit lors des Assises du Commerce en décembre 2021, **la situation actuelle du secteur est fondamentalement différente de toutes celles rencontrées par le passé.**

Dans l'histoire du commerce, un concept en a toujours remplacé un autre. Le magasin populaire, le grand magasin, l'hypermarché, le moyenne surface spécialisée, le discount sont autant de profils de commerce qui se sont succédé ou ont cohabité.

Un tel cycle peut donner un sentiment de sécurité, un concept meurt, un autre lui succède. Mais vu du territoire, de la ville, il y a toujours un magasin donc pas d'inquiétude.

Les choses ont maintenant violemment changé. La plateformisation, la présence des grands acteurs internationaux du e-commerce ou des réseaux sociaux sont des phénomènes nouveaux qui déconnectent en quelque sorte commerce et territoire. **En d'autres termes, il n'y a plus besoin d'être présent sur un territoire pour répondre aux attentes des consommateurs qui y vivent.**

Et cela change fondamentalement la situation. **Le commerce comme l'industrie par le passé est devenu partiellement délocalisable.**

Il n'est plus impossible d'assister à une « décommercialisation » partielle du territoire.

Les Assises du Commerce ont permis de faire un diagnostic partagé, de dresser des objectifs et faire des propositions sur l'innovation, l'équilibre concurrentiel, l'emploi et les relations entre commerce et territoire.



Les analyses et les propositions existent. Elles permettent de prendre les décisions de politique publique rapidement pour éviter cette dégradation, d'impulser la transformation indispensable des acteurs de toute taille, d'innover, de sauver des emplois...

Il n'y aurait pas d'excuse à ne pas le faire sauf à totalement sous-estimer les conséquences d'un laisser-faire. Le danger serait de ne pas tenir compte de la situation réelle et ce qui pourrait se passer dans les dix ans si la passivité politique l'emporte. Les maires doivent en avoir conscience, les députés et sénateurs également. **Il n'y a aucune matière à tension ou polémique politicienne. L'intérêt collectif et le bien commun de la vie locale doivent faire consensus et pousser à agir vite.**

Il n'est aucunement question d'opposer les formes de commerce mais de permettre à tous les acteurs du commerce physique de se transformer pour rester efficaces et attractifs. **C'est par ailleurs un moyen efficace de préserver l'emploi local et d'accélérer les transformations vers une consommation et un commerce plus responsables.**

Faire en sorte que les magasins restent attractifs dans un monde omnicanal, dans les villes mais aussi les périphéries représente une préoccupation de la vie des Français, de leur qualité de vie au plus près de leur quotidien. C'est aussi investir dans l'emploi local et celui des jeunes.

Ne pas le faire serait s'exposer à la déprise locale, à la multiplication des fermetures locales et aux problèmes sociaux. Le commerce a partiellement permis de créer une partie des emplois perdus lors de la désindustrialisation. Quel secteur jouera ce rôle si les magasins ferment !?

Le commerce est un secteur vital pour la vie locale, partout en France. Le président de la République et le gouvernement précédent l'ont reconnu lors de l'annonce de l'organisation des Assises du Commerce.

Le président est maintenant réélu, ce rôle stratégique du commerce est toujours vrai, le caractère déterminant du secteur pour transformer la consommation afin qu'elle devienne plus responsable également. **Mais, le danger est toujours aussi présent. Il n'y a pas de temps à perdre** pour accompagner les transformations de ce secteur.

Le besoin s'est même accéléré suite à un contexte international et économique dégradé, incertain et qui met à mal la rentabilité des entreprises. La consommation est un élément fondamental de notre économie donc de tout projet politique. Aller vite s'impose et aucun équilibre politique nouveau ne change cette situation.

Nous espérons donc que le président réélu reprendra l'action et l'analyse du précédent en lançant rapidement le travail de son gouvernement sur la base des propositions des Assises du Commerce.

Lorsque les problématiques sont analysées et connues, la responsabilité est d'agir. **C'est clairement le cas pour le commerce afin de réduire les risques de décommercialisation aujourd'hui identifiés. ■**